

# Parcoursup: le gros mensonge des « moyens supplémentaires »

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

**LE DÉTAIL  
DU FINANCEMENT  
DE LA RÉFORME  
DE L'ACCÈS À  
L'ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR FAIT  
APPARAÎTRE LA  
SUPERCHERIE.**

**P**endant que les coups pleuvent, la réforme avance. Tel a été, en quelque sorte, le message délivré par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au long de ce mois d'avril agité au sein de l'université française. Au moment où, de Montpellier à Tolbiac en passant par Nanterre ou Nancy, les évacuations musclées de campus totalement ou partiellement bloqués par les étudiants en lutte se succédaient sans que la mobilisation semble pour autant faiblir, le ministère de tutelle a distribué à la

presse un document réaffirmant tout le bien qu'il faudrait penser du dispositif Parcoursup. Et, surtout, donnant le détail du financement de cette réforme de l'accès à l'université. Au total, près de 30 millions d'euros y seront ainsi consacrés en 2018. De quoi permettre à la ministre Frédérique Vidal de claironner que « *les moyens sont au rendez-vous* ». Sauf que, voilà : ces chiffres, rapportés à la réalité des faits, démontrent au contraire la poursuite d'un sous-investissement coupable. ●●●

[Lire la suite de notre article en page 4](#)

## L'événement

# Les fausses promesses de Parcoursup

Une place pour chacun et des moyens supplémentaires pour tous : telles sont les promesses de la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur. Mais l'analyse du financement de ces mesures démontre l'ampleur de la supercherie.

### Suite de la page une

Intitulé « Parcoursup 2018: au service de l'orientation et de la réussite des futurs étudiants », ce dossier de presse, remis mi-avril, souhaite convaincre que tout est financé sans problème. Non seulement la poussée démographique de la rentrée prochaine (28 000 bacheliers supplémentaires attendus), mais également l'examen de chaque candidature, ainsi que les nouveaux parcours de « remise à niveau » à l'entrée de la licence. Sur ces trois aspects de la réforme, la ministre parle d'un « *effort financier considérable* ». Des éléments de langage qui flirtent avec le mensonge.

### Un budget qui finance trois minutes de travail par dossier

Reprenons le cours de la réforme. Avec la mise en place de Parcoursup, chaque université a jusqu'à fin mai pour classer elle-

même (sélectionner, en clair) les dossiers des bacheliers et déterminer s'ils sont acceptés (« *oui* »), acceptés à condition de suivre un parcours individualisé permettant de combler des lacunes identifiées par l'étude du dossier (« *oui, si* ») ou refusés sauf si une place se libère (« *en attente* »). Selon le gouvernement, ce mode de fonctionnement s'appuie sur une étude détaillée, « *personnalisée* », des candidatures lors de commissions d'examen organisées par les universités. Une escroquerie au vu du financement.

Pour 2018, quelque 8 millions d'euros sont versés aux 71 établissements pour indemniser les équipes pédagogiques qui auront, au bas mot, trois millions de vœux à étudier. Le calcul est vite fait. Rapporté au coût horaire, ce budget finance trois minutes de travail par dossier, assure David Cayla, maître de conférences et membre du collectif des Économistes atterrés. Trois minutes au cours desquelles il faudra lire les bulletins scolaires de première et terminale, la lettre de motivation, les appréciations de la fiche Avenir, vérifier la véracité des certificats, rédiger un commentaire qui pourra être consulté par le candidat...



« Bref, c'est proprement impossible », souligne David Cayla. En l'état du budget, l'étude personnalisée des dossiers, promise par l'exécutif, n'est donc pas tenable. Dans les faits, la sélection se fera le plus souvent via les algorithmes « d'aide à la décision », fournis par le ministère et modulés par chaque université, qui font la part belle aux marqueurs sociaux (option européenne, scolarité à l'étranger, redoublement...) et à l'analyse bête et méchante des notes.

Dans une récente note de blog, David Cayla souligne le cynisme de l'opération : « *Ceux qui seront exclus de l'enseignement supérieur seront vraisemblablement les titulaires de bacs professionnels ou technologiques avec des dossiers scolaires faibles. (...) On peut parier que très peu d'entre eux auront les moyens d'alerter la presse sur leur situation. Et quand bien même ils le feraient, il est peu probable que celle-ci y accorde la moindre attention.* » Ainsi Parcoursup aura réalisé son véritable objectif : exclure sans bruit de l'enseignement supérieur une partie des bacheliers qui y ont pourtant droit.

### **Seules 3 000 places sur 19 000 sont réellement financées**

Une injustice qui trouve son explication dans l'autre fausse promesse de Parcoursup : la capacité de l'université dans son ensemble à accueillir tous les candidats. Car l'échec d'APB, le prédécesseur de Parcoursup, provient non du système lui-même, mais d'une réalité indiscutable : la pénurie financière qui frappe l'université avec une violence redoublée depuis 2012. Depuis cette date, la dépense moyenne par étudiant a baissé de plus de 10 % ! C'est là que se trouve l'explication de l'incapacité des facs, faute d'investissements et de crédits à la hauteur, à pousser leurs murs et à dédoubler plus de cours pour faire face à un afflux démographique (+ 230 000 depuis 2013) pourtant prévu et connu de longue date puisqu'il est la conséquence mathématique du mini-baby-boom des années 2000.

Sur ce point également, le ministère trompe son monde en annonçant la création à la rentrée 2018 de « 19 000 places supplémentaires, notamment dans les filières en tension », pour accueillir la hausse d'effectif (sur les 28 000 bacheliers attendus, le gouvernement pense qu'environ 10 000 ne poursuivront pas dans le supérieur). Budget alloué à ces créations ? 13 millions d'euros en 2018, plus 20 millions en 2019. Au final, 33 millions d'euros. Or, le coût moyen d'une année universitaire se monte à 11 000 euros... Conclusion : seules 3 000 places sont réellement financées, soit 15 % du total annoncé par le gouvernement.

L'Unef ne s'y est pas trompée. Dans un communiqué publié samedi, le syndicat étudiant, opposé à la réforme Vidal, exige un « plan d'urgence » pour la rentrée prochaine, avec la création de 30 000 places supplémentaires en licence, en plus des 19 000 annoncées par le gouvernement, ainsi que 16 000 en DUT et 20 000 en BTS. À l'horizon 2019, selon l'Unef, c'est 100 000 places supplémentaires qui seraient nécessaires pour accueillir les étudiants. Mais également un plan pluriannuel d'investissement dans l'enseignement supérieur et la recherche de 20 milliards sur dix ans. Des chiffres loin d'être farfelus pour faire face aux besoins de locaux nouveaux et de recrutement d'enseignants. Et s'assurer que les moyens soient « au rendez-vous », comme dirait Frédérique Vidal. Réellement cette fois.

**OLIVIER CHARTRAIN ET  
LAURENT MOULOU**

«**Ceux qui  
seront exclus  
de l'enseignement  
supérieur seront  
les titulaires  
de bacs pro ou  
technologiques.**»

DAVID CAYLA

**810 957**  
C'EST LE NOMBRE  
DE LYCÉENS OU  
D'ÉTUDIANTS QUI ONT  
INSCRIT CETTE ANNÉE  
AU MOINS UN VŒUX  
SUR PARCOURSUP.

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal, à la Grande Halle de la Villette le 12 janvier. François Bouchon

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

L'université de Nanterre organise une assemblée générale pour décider de la poursuite ou non du blocage avec occupation du site. D. Meyer/Hanslucas